

Eclairages à l'issue des Assises du Numérique : Réussir le déploiement du très haut débit en France

Les Assises du Numérique, qui se sont tenues les 29 et 30 novembre, ont mis en lumière les principaux enjeux du numérique, en particulier celui du déploiement du très haut débit en France – un **défi majeur pour la compétitivité des entreprises et pour l'attractivité des territoires**. La stratégie du Gouvernement en la matière sera rendue publique en février 2013.

Coe-Rexecode vient de publier une étude comparative internationale, « les conditions du déploiement de l'Internet à très haut débit ». Cette analyse montre que les stratégies qui se sont révélées les plus efficaces dans le monde reposent toutes sur **l'incitation des opérateurs privés à investir, plutôt que sur la seule volonté d'un Etat organisateur**. Coe-Rexecode recommande de mettre en œuvre 5 actions indispensables pour un déploiement efficace et une adoption à grande échelle du très haut débit en France :

1. Garantir la stabilité du cadre réglementaire mis en place par l'ARCEP

Le cadre réglementaire mis en place en 2011 a permis de nouer des partenariats entre opérateurs privés et de développer la fibre optique en dehors des zones très denses. Pour couvrir 60 % des foyers français d'ici à 2020, les opérateurs ont programmé 6 à 7 milliards d'euros d'investissements. Garantir la stabilité de ce cadre réglementaire est essentiel pour consolider ce processus d'investissement indispensable à la poursuite du déploiement du très haut débit.

2. Mieux cibler l'intervention publique pour ne pas dissuader l'investissement privé

Les interventions des opérateurs privés et des collectivités locales au niveau des territoires doivent être bien complémentaires pour que l'investissement public ne désincite pas l'investissement privé. Une concertation accrue entre les opérateurs et les collectivités locales permettrait d'harmoniser la logique d'aménagement du territoire et la logique industrielle.

3. Atténuer les déséquilibres fiscaux entre les acteurs de l'écosystème numérique

Equilibrer la fiscalité à laquelle sont soumis les opérateurs de réseaux, les producteurs de contenus et les intermédiaires de l'Internet permettrait de donner aux acteurs qui investissent, développent et utilisent les réseaux une visibilité à moyen terme quant à leurs choix fiscaux. Cette visibilité est indispensable au calcul économique préalable à tout investissement. Réfléchir à une harmonisation européenne de la fiscalité spécifique aux services de télécommunications paraît également incontournable.

4. Promouvoir les nouveaux usages du très haut débit auprès des utilisateurs

Une politique économique dynamique visant à encourager le développement des nouveaux services et des usages permis par le très haut débit, pour les entreprises comme pour le grand public, stimulerait la demande ainsi que l'innovation des entreprises du secteur.

5. Instaurer une politique industrielle européenne

La Commission Européenne gagnerait à établir un cadre réglementaire européen stable et favorable aux investissements des opérateurs et qui prendrait en compte les objectifs des politiques publiques, les intérêts des utilisateurs et l'impératif d'une action industrielle favorable à la croissance et l'emploi.

Contact : Anne-Charlotte Vuccino, 01 80 48 14 80, acvuccino@footprintconsultants.fr